

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 09/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **BRGM**

3 avenue Claude Guillemin  
45000 Orléans

Références : VAT20230241  
Code AIOT : 0010000897

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement BRGM implanté 3 avenue Claude Guillemin 45000 Orléans. L'inspection a été annoncée le 28/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRGM
- 3 avenue Claude Guillemin 45000 Orléans
- Code AIOT : 0010000897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

#### **– Situation de l'entreprise :**

Le BRGM exploite, dans sa halle pilote, une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses.

#### **– Point sur le classement de l'établissement :**

Les activités de cette installation sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 novembre 2017.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées

pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente étant de 20 tonnes (autorisation) ;
- 2791-2 : installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant inférieure à 20 tonnes par jour (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2515-1.b : installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, la puissance de l'installation étant de 118 kW (déclaration).

– Projets et investissements :

L'exploitant indique qu'il est en train de préparer un porter à connaissance (dont le dépôt est prévu en juin 2023) concernant :

- la mise à jour de son dispositif d'isolement et de rétention des pollutions accidentielles ;
- la mise à jour des dispositions de rejet de ses effluents atmosphériques ;
- l'ajout d'une station de traitement des effluents liquides issus de sa plateforme PRIME ;
- l'augmentation de ses prélèvements sur le réseau d'eau potable ;
- la mise en place d'une chambre froide de 6 m<sup>3</sup> sur rétention dédiée au stockage de polluants dans le bâtiment G3.

L'exploitant indique qu'il prévoit également de construire, d'ici au premier trimestre 2025, un nouveau bâtiment abritant des laboratoires à proximité du périmètre de ses installations classées au titre de la nomenclature ICPE. Dans le cadre de ce projet, le bâtiment permettant le contrôle des accès au périmètre ICPE sera détruit : l'exploitant indique que les modalités d'accès à ce périmètre seront révisées à cette occasion.

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention des pollutions ;
- gestion des déchets ;
- prévention des accidents.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
19	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.3.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
21	Ressource en eau d'extinction	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC1+D1 VI 03122020 – Confinement des eaux polluées lors d'un accident	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.6.2	/	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission – eaux usées	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.9	/	Sans objet
9	Valeurs limites d'émission – eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.11	/	Sans objet
10	NC5 VI 03122020 – Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.2.1.1.1	/	Sans objet
11	Valeurs limites d'émission – rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 3.2.4	/	Sans objet
12	R3 VI 03122020 – Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
13	NC2 VI 03122020 – Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
14	Registre des terres excavées et sédiments entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Registre des terres excavées et sédiments sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	/	Sans objet
17	Détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.4.7.1	/	Sans objet
18	Isolement des matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.4.7.2	/	Sans objet
22	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.2	/	Sans objet
23	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.3.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	R2 VI 03122020 – Consigne de sécurité : isolement du site	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.4	/	Sans objet
3	NC3 VI 03122020 – Rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.5.3	/	Sans objet
4	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.2.2	/	Sans objet
5	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.1.1	/	Sans objet
6	Surveillance des rejets liquides	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.2.3.1	/	Sans objet
7	Caractéristiques des rejets liquides	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.7	/	Sans objet
16	NC3 VI 03122020 – Bordereau de suivi de déchets électronique	Code de l'environnement du 12/04/2023, article R. 541-45 I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
20	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.3.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à des bassins de confinement étanches aux produits collectés.</p> <p>Les eaux collectées dans le bâtiment G2 [...] sont dirigées vers un bassin rétention de 53 m<sup>3</sup>. Ce bassin doit être équipé d'une vanne de confinement.</p> <p>Les eaux collectées dans le bâtiment G3 et dans le laboratoire d'hydrométallurgie sont dirigées vers des regards munis d'une vanne de fermeture permettant de diriger ces eaux soit vers une fosse de décantation lorsqu'elle est en position ouverte, soit vers un bassin de rétention d'une capacité minimum de 124 m<sup>3</sup> lorsqu'elle est en position fermée.</p> <p>La vidange de ces bassins suivra les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Ces bassins doivent être maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p><b>Constats : C1</b> - Les dispositifs d'isolement et de confinement des eaux polluées lors d'un accident mis en place par l'exploitant ne correspondent pas à ceux prescrits. L'exploitant doit compléter le porter à connaissance relatif à ce sujet actuellement en cours d'instruction.</p>
<p><b>Observations :</b> Constat de l'inspection du 11/12/2020 : [...] le bassin de 53 m<sup>3</sup> ne remplit qu'une mission, à savoir la décantation des effluents. Son mode de fonctionnement et l'absence de vanne ne permettent pas d'y assurer le confinement des effluents. L'exploitant a expliqué que le confinement est assuré par le bassin de 124 m<sup>3</sup> situé à l'aval, dans lequel transitent notamment les effluents ayant décantés dans le bassin de 53 m<sup>3</sup>. [...] S'agissant de la vanne automatique permettant d'orienter si nécessaire les effluents liquides vers le bassin de rétention de 124 m<sup>3</sup>, l'exploitant a indiqué qu'elle est en panne [...]. L'exploitant a précisé qu'en cas de présence trop importante d'effluents dans le bassin dans cette période de fonctionnement dégradé, il est prévu de procéder à leur analyse avant rejets au réseau d'eaux usées ou pompage par une société spécialisée. L'exploitant a indiqué qu'il prévoit, à terme, la mise en place d'un obturateur gonflable pour confiner sur site les effluents. [...] / Non-conformité 1 : Le bassin de 53 m<sup>3</sup> ne dispose pas d'un organe d'isolement et ne permet pas de confiner des effluents en cas d'accident. La vanne de confinement du bassin de 124 m<sup>3</sup> n'est pas opérationnelle. / Demande 1 : L'exploitant portera à la connaissance du préfet les évolutions apportées aux modalités de confinement des eaux au sein de l'établissement et justifiera de la suffisance du volume disponible (124 m<sup>3</sup>) eu égard au volume initialement défini (124 m<sup>3</sup> et 53 m<sup>3</sup>).</p> <p>L'exploitant a fait parvenir, le 19/11/2021, un porter à connaissance à Mme la Préfète présentant les modifications apportées à son système de confinement des eaux potentiellement polluées lors d'un accident. Sa demande est actuellement en cours d'instruction et a fait l'objet d'une demande de compléments le 05/04/2022.</p> <p>L'exploitant présente le profil hydraulique de ses dispositifs d'isolement et de confinement des eaux polluées lors d'un accident :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la capacité de rétention globale dans les deux bassins de décantation G2 et G3, le bassin de rétention G3 et les regards du site est évaluée à 207,5 m<sup>3</sup> en prenant en compte le volume d'eau présent dans les ouvrages à l'équilibre hydraulique ;</li> <li>- un obturateur est représenté en sortie du bassin de décantation G3.</li> </ul>

L'exploitant déclare qu'il a réalisé des travaux visant à adapter ces dispositifs (mise en place de l'obturateur précité, suppression de la vanne trois voies qui équipait le système de recueil des écoulements du bâtiment G3 afin de diriger systématiquement ces dernières vers le bassin de rétention G3).

L'exploitant présente la fiche de suivi de l'obturateur installé : ce dernier fait l'objet d'une vérification tous les quatre mois par ses services, la date de ces vérifications y est consignée (la dernière a été réalisée le 15/02/2023).

Visite de l'installation :

- présence d'un obturateur gonflable en sortie du bassin de décantation G3 et d'un dispositif d'actionnement dûment signalé (gonflage par bouteilles d'azote) à proximité. Réalisation d'un essai : l'exploitant enclanche la commande de gonflage, l'obturateur se gonfle et une alarme visuelle apparaît pour signaler que ce dispositif est gonflé, pas de défaut constaté lors de l'essai ;
- examen du bassin de décantation G3 et du bassin de rétention G3 : le niveau d'eau présent est cohérent avec celui signalé sur le profil hydraulique précité.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[...] - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté après transmission des éléments complémentaires de l'exploitant.
<p><b>Observations :</b> Constat de l'inspection du 11/12/2020 : [...] L'inspection a rappelé qu'une procédure doit être rédigée et connue de l'ensemble des intervenants pour le confinement des installations. [...] / Remarque 2 : En cas de mise en place d'un obturateur gonflable sur le réseau, l'exploitant rédige la procédure d'entretien et de mise en œuvre de ce dispositif et s'assure de sa mise en œuvre correcte et rapide en toutes circonstances.</p> <p>L'exploitant présente sa consigne relative à la mise en œuvre de son obturateur gonflable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle précise que ce dispositif est à actionner en cas de déversement accidentel ;</li> <li>- elle n'indique pas que ce dispositif est à actionner en cas d'incendie.</li> </ul> <p>L'exploitant déclare que, cette consigne n'ayant pas été incluse dans les consignes de l'établissement en cas d'incendie, l'entreprise de gardiennage (qui intervient en dehors des horaires d'ouverture) n'en a pas connaissance.</p> <p>Visite de l'installation : la consigne présentée par l'exploitant est affichée sur un panneau dans la halle G2, ainsi qu'au niveau des kits anti-pollution situés dans cette halle.</p> <p>L'exploitant transmet ultérieurement, par courriel du 20/04/2023, ses consignes de sécurité intitulées fiche 106 et fiche 202 modifiées en avril 2023. Elles précisent dorénavant que l'obturateur gonflable du site est à actionner en cas d'incendie. Ces fiches sont également rédigées à l'attention de l'entreprise de gardiennage. L'exploitant précise que les agents de sécurité seront prochainement formés au maniement de ce dispositif.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<p><b>Observations :</b> Constat de l'inspection du 11/12/2020 : [...] Au sud du Bâtiment G2, à proximité du bassin de décantation est présent une zone de déchargement couverte dont le sol est bétonnée. Certains contenants y sont sur rétention. Des contenants en plastiques contenant de la pulpe (déchets en phase solide et liquide) présentant des dangers pour l'environnement ne le sont pas. [...] / Non-conformité 3 : Des liquides potentiellement polluants entreposés sous l'auvent de déchargement situé au sud du bâtiment G2 ne sont pas en rétention. [...]</p> <p>Visite de l'installation (bâtiment G2, bâtiment G3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il n'est pas constaté de stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols en dehors d'une capacité de rétention ;</li> <li>- par sondage, vérification de la suffisance de la capacité de rétention d'un stockage de deux conteneurs de 1 m3 de liquide dangereux dans le bâtiment G2 : ils sont associés à une rétention métallique de 1 m3.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Relevé des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines [...] sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement Les résultats sont portés sur un registre.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le registre sur lequel il reporte les relevés de ses prélèvements d'eau : ces relevés y sont renseignés selon une fréquence mensuelle.  Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un dispositif de déconnexion équipant l'arrivée du réseau d'eau potable dans l'installation ;</li><li>- présence d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un dispositif de déconnexion équipant l'exhaure du forage.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Eau souterraine : [...] prélèvement maximal annuel : 8860 m <sup>3</sup> [...]. [...] Réseau public AEP : [...] prélèvement maximal annuel : 400 m <sup>3</sup> [...].
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Examen du relevé des prélèvements d'eau réalisé au titre de l'année 2022 : <ul style="list-style-type: none"><li>- 0 m3 prélevé sur le forage ;</li><li>- 208 m3 prélevés sur le réseau d'eau potable.</li></ul> L'exploitant indique qu'il n'utilise plus les eaux de son forage en raison de l'existence d'une pollution de la nappe.  <b>L'inspection précise qu'en cas d'abandon de ce forage, le porter à connaissance précité doit également porter sur l'abandon du forage F1, l'exploitant devra porter à la connaissance de Mme la Préfète ses modalités et les nouvelles dispositions d'alimentation de son établissement en eau.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Surveillance des rejets liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions relatives aux rejets aqueux sont rappelées dans le tableau ci-dessous : [...] Rejet des eaux usées vers la station d'épuration : fréquence annuelle [...]. [...] Rejets des eaux pluviales vers le milieu naturel : fréquence annuelle [...].
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente : - le rapport d'analyse, réalisé par un organisme accrédité COFRAC et daté du 04/01/2023, de ses rejets d'eaux pluviales prélevés du 21 au 22/12/2022 (bilan 24h) ; - le rapport d'analyse, réalisé par un organisme accrédité COFRAC et daté du 10/01/2023, de ses rejets d'eaux usées prélevés du 21 au 22/12/2022 (bilan 24h).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Caractéristiques des rejets liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les effluents doivent [...] respecter les caractéristiques suivantes : - Température : < 30°C - pH: compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) [...].
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Examen des rapports d'analyses des eaux usées et des eaux pluviales présentés par l'exploitant : - pas de dépassement de la température limite prescrite ; - le pH des eaux usées (7,8) est compris entre 5,5 et 8,5 ; - le pH des eaux pluviales (9,3) est supérieur à 8,5.  Toutefois, l'exploitant déclare qu'il s'agit des valeurs de pH mesurées en laboratoire et non de celles mesurées lors des prélèvements. Il présente le résultat de l'analyse de pH réalisée sur site à l'occasion du prélèvement : - le pH des eaux usées (7,35) est compris entre 5,5 et 8,5 ; - le pH des eaux pluviales (8,29) est compris entre 5,5 et 8,5.  <b>L'exploitant devra veiller à ce que les rapports d'analyse de ses rejets liquides mentionnent la température et le pH mesurés à l'occasion des prélèvements.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Valeurs limites d'émission – eaux usées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans une station d'épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies [...] : - MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2000 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l.
<b>Constats : C2</b> - L'exploitant ne fait pas procéder au suivi de la concentration en matières en suspension totales dans ses rejets d'eaux usées par un organisme extérieur agréé.
<b>Observations :</b> Examen du rapport d'analyse des eaux usées présenté par l'exploitant : - les valeurs limites d'émission prescrites pour les paramètres DCO et DBO5 sont respectées ; - absence de mesure du paramètre MEST.  L'exploitant transmet ultérieurement, par courriel du 20/04/2023, un rapport démontrant qu'il a réalisé en interne une mesure du paramètre MEST sur ses rejets d'eaux usées prélevées le 19/12/2022. Toutefois, conformément à l'article 8.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21/11/2017, ce paramètre aurait dû faire l'objet d'une surveillance lors de l'analyse annuelle réalisée par l'organisme extérieur accrédité. Le constat formulé le jour de l'inspection est donc maintenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Valeurs limites d'émission – eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration [...] ci-dessous définies [...] : - MEST : 35 mg/l ; - DCO : 125 mg/l ; - DBO5 : 30 mg/l ; - Hydrocarbures totaux : 5 mg/l.
<b>Constats : C3</b> - L'exploitant ne procède pas au suivi de la concentration en matières en suspension totales, ni au suivi des hydrocarbures totaux (fraction C5-C40, il a procédé au suivi de l'indice hydrocarbures (fraction C10-C40)) dans ses rejets d'eaux pluviales.
<b>Observations :</b> Examen du rapport d'analyse des eaux pluviales présenté par l'exploitant : - les valeurs limite d'émission prescrites pour les paramètres DCO et DBO5 sont respectées ; - absence de mesure du paramètre MEST ; - l'exploitant a fait analyser l'indice hydrocarbures (fraction C10-C40) au non les hydrocarbures totaux (fraction C5-C40).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.2.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures portent sur les rejets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- R1 : Semestriel sur les paramètres COV (dont BTEX), Mercure ;</li> <li>- R2 : Semestriel sur le paramètre Poussière ;</li> <li>- R3 : Semestriel si le temps de fonctionnement est supérieur à 100 h durant le semestre - Sur le paramètre Mercure ;</li> <li>- R4 : Semestriel sur les paramètres COV, Mercure et Poussière ;</li> <li>- R5 : Semestriel sur le paramètre H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub> ;</li> <li>- R6 et R7 : Semestriel si le temps de fonctionnement est supérieur à 100 h durant le semestre. Les paramètres suivis devront être adaptés en fonction du type d'activité et des expérimentations en cours.</li> </ul> <p>[...] Les suivis semestriels visés dans le tableau ci-dessus seront complétés par la surveillance de polluants complémentaires potentiellement présents en fonction des matrices étudiées lors des travaux de recherche. L'exploitant en communiquera la liste à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> <b>C4</b> - L'exploitant a aménagé deux points de rejet à l'atmosphère non réglementés.</p> <p>C5 - L'exploitant ne respecte pas la périodicité de surveillance prescrite en ce qui concerne les points de rejets à l'atmosphère R1, R4 et R5.</p>
<p><b>Observations :</b> Constat de l'inspection du 11/12/2020 : L'exploitant n'a pas procédé à la surveillance semestrielle des rejets gazeux, certaines activités ayant pourtant débuté. Il a expliqué que la nature des rejets, leur importance pour certains point de rejet et la géométrie des exutoires présents en toiture ne permettent pas de faire procéder à des mesures dans des conditions répondant aux normes et ainsi représentatives. [...] / Non-conformité 5 : L'exploitant ne procède pas à la surveillance semestrielle de ses rejets gazeux. Dès à présent, l'exploitant examine avec un bureau de contrôle la possibilité de procéder à des mesures de poussières en sortie du dépoussiéreur au niveau du point de rejet R2. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sa proposition de nouveau plan de surveillance dès qu'il en dispose.</p> <p>L'exploitant présente les trois derniers rapports d'analyse de ses rejets atmosphériques réalisés par un organisme COFRAC :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le point de rejet R2 a fait l'objet d'analyses le 20/01/2023, le 07/10/2022 et le 02/08/2022 (paramètre poussières) ;</li> <li>- le point de rejet R5 a fait l'objet d'analyses le 07/10/2022 et le 02/08/2022 (paramètre H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub>), mais pas en 2023. Or, l'arrêté préfectoral ne prévoit pas de possibilité de déroger à la périodicité semestrielle ;</li> <li>- le point de rejet R6 a fait l'objet d'analyses le 20/01/2023, le 07/10/2022 et le 02/08/2022 (paramètres COV et BTEX) ;</li> <li>- présence de points de rejet supplémentaires non autorisés par l'arrêté préfectoral (dénommés points R1bis et R8). Ces points ont fait l'objet d'analyses le 20/01/2023, le 07/10/2022 et le 02/08/2022 (paramètres COV et BTEX pour le point R1bis, paramètre poussières pour le point R8) ;</li> <li>- absence d'analyse concernant le point R7. L'exploitant indique qu'il s'agit des rejets de l'atelier mécanique (dans lequel ne sont effectuées que des réparations ponctuelles) et que la hotte aspirante à laquelle ce point de rejet est relié ne fonctionne pas 100 h par semestre ;</li> <li>- absence d'analyse concernant le point R3. L'exploitant indique que cette installation a fonctionné moins de 100 h par semestre. L'exploitant précise qu'il évalue l'atteinte du seuil de 100 h de fonctionnement grâce à la description des essais réalisée en amont de ces deniers, sur laquelle la durée de l'essai est indiquée, et au journal d'activité de chaque essai. Il présente le cadre utilisé pour la description des essais. <b>L'exploitant pourrait utilement mettre en place des</b></li> </ul>

**outils de suivi plus précis des temps de fonctionnement des installations raccordées aux points de rejet pour lesquels la périodicité de surveillance est assortie d'une condition de temps de fonctionnement ;**

- absence d'analyse concernant les points R1 et R4. Toutefois, l'arrêté préfectoral ne prévoit pas de possibilité de déroger à la périodicité semestrielle.

L'exploitant présente le porter à connaissance qu'il est en train de préparer. Ce dernier comporte une demande d'adaptation de la surveillance de ses rejets atmosphériques (ajout des points R1bis et R8, possibilité de ne pas réaliser d'analyse semestrielle sur les points R1 et R4 en cas de durée de fonctionnement inférieure à 100 h – l'inspection relève que cette demande ne concerne pas le point R5 qui n'a pourtant pas fait l'objet d'analyses le 20/01/2023).

Visite de l'installation : présence de deux points de rejets (R1bis : rejet du pilote plurimétrique de la halle G2, et R8 : rejet en sortie d'un dépoussiéreur plateforme PLAT'INN (captage dans l'atelier de cette plateforme créé car l'aspiration du point de rejet R1 mettait en dépression ce local)) non réglementés par l'arrêté préfectoral du 21/11/2017.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 11 : Valeurs limites d'émission – rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les paramètres et les valeurs limites d'émission applicables aux conduits R1 à R7 sont définis dans le tableau ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poussières : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m<sup>3</sup>. Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m<sup>3</sup> ;</li> <li>- COV * ;</li> <li>- Mercure : la valeur limite de concentration est de 0,05 mg/m<sup>3</sup> ;</li> <li>- H2S04 : la valeur limite de concentration est de 50 mg/m<sup>3</sup> ;</li> <li>- SOx : la valeur limite de concentration est de 300 mg/m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>* concernant les COV :</p> <p>a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, [...] 110 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 : la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m<sup>3</sup>. [...]</p> <p>c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié : la valeur limite d'émission est de 2 mg/m<sup>3</sup> en COV. La valeur limite d'émission [...] se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, la valeur limite d'émission est de 20 mg/m<sup>3</sup>. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p>
<p><b>Constats : C5</b> - L'exploitant ne procède pas au suivi des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, ni des COV à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ni des COV halogénés à mention de danger H341 ou H351 dans ses rejets atmosphériques.</p>
<p><b>Observations :</b> Examen des rapports d'analyses des rejets atmosphériques précités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- points R2, R5 et R8 : pas de non respect des VLE prescrites ;</li> <li>- points R1bis et R6 : pas de non respect des VLE prescrites en ce qui concerne le paramètre COVNM. Toutefois, l'exploitant n'a pas mesuré les concentrations en COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, ni les COV à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ni les COV halogénés à mention de danger H341 ou H351.</li> </ul> <p>L'inspection relève par ailleurs que les rapports présentés comportent des erreurs en ce qui concerne les VLE prescrites en matière de COV :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un non respect de la VLE en COVNM est signalé pour le point R1 en ce qui concerne l'analyse du 02/08/2022, toutefois le flux de ces composés étant inférieur à 2 kg/h la limite de concentration de 110 mg/m<sup>3</sup> n'est pas applicable ;</li> <li>- ils indiquent une VLE de 50 mg/m<sup>3</sup> pour le méthane qui n'est pas prescrite à l'exploitant.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet [...];</li> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...];</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...];</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].</li> </ul>
<p><b>Constats : C6</b> - Le registre des déchets entrants tenu par l'établissement comporte des lacunes et des erreurs.</p>
<p><b>Observations :</b> Constat de l'inspection du 11/12/2020 : Le registre des déchets entrants correspond au registre des matrices d'essais. Il est nécessaire de compléter le registre par le code traitement (dans la mesure du possible compte tenu de la spécificité des installations). L'inspection s'est étonné du fait qu'il n'apparaît pas dans ce fichier des déchets dangereux. Dans le cas où l'établissement en reçoit à l'avenir, il est nécessaire que le producteur des déchets les caractérisent bien en tant que déchets dangereux et établissent des bordereaux de suivi de déchets correspondant. / Remarque 3 : Les déchets non dangereux sortants doivent apparaître dans le registre des déchets sortants.</p> <p>Examen du registre des déchets entrants tenu par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il ne précise pas s'il s'agit de déchets POP (polluants organiques persistants) au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- les adresses et numéros de SIRET des installations expéditrices ne sont pas précisés. Par ailleurs</li> </ul>

certaines entrées de déchets (ex : condensateurs broyés), ne mentionnent pas non plus le nom de l'expéditeur ;

- il ne comporte pas d'information quant aux producteurs initiaux des déchets ;
- il ne comporte pas d'information quant aux transporteurs des déchets ;
- certains déchets proviennent de l'étranger (ex : FEUP Portugal) mais les informations nécessaires en cas de transport transfrontalier de déchets ne sont pas indiquées ;
- les autres informations requises sont renseignées par l'exploitant.

Par ailleurs, en ce qui concerne les codes déchets indiqués :

- le code attribué au minerai d'or (contenant entre autres de l'arsenic) est 17 05 04 qui est miroir du code 17 05 03\* (déchet dangereux). L'exploitant présente les éléments de caractérisation qui lui ont permis de qualifier ce déchet de non-dangereux (teneurs en arsenic et en étain inférieures aux seuils) ;
- le code attribué aux condensateurs broyés et aux TV broyées est 20 01 36. Toutefois les codes déchets commençant par 20 correspondent à des déchets municipaux. Le code attribué devrait appartenir à la rubrique 16 02 (déchets provenant d'équipements électriques ou électroniques) et leur caractère non dangereux doit être démontré (les seuls codes de déchets non-dangereux de cette rubrique étant des codes qui sont miroir de codes correspondant à des déchets dangereux).

<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...];</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> <b>C7</b> - Le registre des déchets sortants tenu par l'établissement comporte des lacunes et des erreurs.</p>
<p><b>Observations :</b> Constat de l'inspection du 11/12/2020 : Les informations figurant dans le registre des déchets sortants correspondent aux informations prescrites par l'arrêté ministériel du 29 février 2012. Cependant, les évacuations de déchets non dangereux doivent également y apparaître. / Non-conformité 3 : Les déchets non dangereux sortants doivent apparaître dans le registre des déchets sortants.</p> <p>Examen du registre des déchets dangereux sortants tenu par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'unité des quantités de déchets expédiés n'est pas précisée ;</li> <li>- absence de la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> </ul>

- les autres informations requises sont renseignées par l'exploitant.

Examen du registre des déchets non-dangereux sortants tenu par l'exploitant :

- absence des codes déchets ;
- il ne précise pas s'il s'agit de déchets POP (polluants organiques persistants) au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- absence des informations concernant l'expéditeur et le transporteur des déchets ;
- absence des numéros SIRET des établissements vers lesquels les déchets sont expédiés ;
- absence du code de traitement qui va être opéré par l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- absence de la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception [...];</li> <li>- la dénomination usuelle [...];</li> <li>- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;</li> <li>- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...];</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;</li> <li>- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...];</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].</li> </ul> <p><b>Constats :</b> <span style="color: yellow;">C8</span>- L'exploitant ne tient pas à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p>

<b>Observations :</b> Examen du registre des déchets entrants tenu par l'exploitant : l'exploitant a admis des terres excavées (exemple « Sol naturel O-ZNS brut. Sol de Beauce (O-ZNS) »), toutefois il ne tient pas de registre des terres excavées et sédiments entrants (à tout le moins les informations spécifiques à ce registre ne sont pas renseignées en plus de celles indiquées par l'exploitant dans son registre des déchets entrants).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Registre des terres excavées et sédiments sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments sortants. Le registre contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition [...] ;</li> <li>- la dénomination usuelle [...] ;</li> <li>- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;</li> <li>- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;</li> <li>- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;</li> <li>- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés ;</li> <li>- l'adresse de destination lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].</li> </ul>
<p><b>Constats : C9</b> - L'exploitant ne tient pas à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments sortants.</p>
<p><b>Observations :</b> Examen des registres des déchets dangereux et non-dangereux sortants tenus par l'exploitant : l'exploitant a expédié des terres excavées (exemples : « terre », « terre souillée de</p>

mercure »), toutefois il ne tient pas de registre des terres excavées et sédiments sortants (à tout le moins les informations spécifiques à ce registre ne sont pas renseignées en plus de celles indiquées par l'exploitant dans son registre des déchets sortants).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 16 : NC3 VI 03122020 – Bordereau de suivi de déchets électronique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/04/2023, article R. 541-45 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Constat de l'inspection du 11/12/2020 : L'exploitant n'a pas procédé à la surveillance semestrielle des rejets gazeux, certaines activités ayant pourtant débuté. Il a expliqué que la nature des rejets, leur importance pour certains point de rejet et la géométrie des exutoires présents en toiture ne permettent pas de faire procéder à des mesures dans des conditions répondant aux normes et ainsi représentatives. [...] / Non-conformité 3 : [...] En outre ces déchets dangereux doivent apparaître dans le registre des déchets entrants (registre des matrices expérimentales) et un bordereau de suivi doit être émis par le producteur des déchets.  Examen du registre des déchets entrants : les déchets reçus en 2022 ne sont pas caractérisés comme étant des déchets dangereux.  Examen du bordereau de suivi des déchets relatif à l'expédition d'emballages souillés (15 01 10*) du 13/01/2023 : ce bordereau a été émis via la plateforme Trackdéchets, pas d'observation en ce qui concerne son contenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 17 : Détection de matières radioactives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.4.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est équipé d'un détecteur fixe ou portatif de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant. [...] Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente sa procédure d'acceptation des déchets (n° IM073). Elle précise qu'un contrôle de la radioactivité des déchets entrants est à réaliser de manière systématique.  Examen du registre des déchets entrants : la réalisation du contrôle de radioactivité et les résultats de ce contrôle y sont tracés.  L'exploitant déclare que ce contrôle est réalisé grâce à un détecteur portatif. Il présente le certificat de vérification de ce dispositif daté du 20/03/2023, réalisé par un organisme agréé. Ce certificat précise qu'une mesure du bruit de fond ambiant a été réalisée avant chaque mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 18 : Isolement des matières radioactives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.4.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets radioactifs détectés, triés et isolés doivent être stockés de façon temporaire et exceptionnelle dans un lieu spécifique aménagé à cet effet, permettant l'établissement d'une zone de balisage et d'identification des risques. Celui-ci doit être éloigné des postes de travail, à accès limité et doit par ailleurs protéger et abriter les déchets des intempéries.
<b>Constats :</b> <b>C10</b> - L'installation n'est pas dotée d'une zone dédiée à l'entreposage temporaire des déchets radioactifs.
<b>Observations :</b> L'exploitant déclare qu'en cas de détection de déchets radioactifs, ces derniers ne sont pas admis et sont retournés à l'expéditeur.  Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter la zone spécifique dédiée située à l'écart des portes de travail et aménagée à cet effet, permettant l'établissement d'une zone de balisage et d'identification des risques.  L'exploitant transmet ultérieurement, par courriel du 20/04/2023, ses consignes relatives au contrôle de la radioactivité des déchets entrants (IM073) et sortants (IM099) mises à jour en date du 19/04/2023. Elles mentionnent dorénavant l'existence d'une zone d'isolement des déchets radioactifs dans le bâtiment G3. Toutefois, le constat formulé le jour de l'inspection est maintenu dans l'attente d'éléments complémentaires démontrant l'existence de ladite zone (plan, photographies).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisés par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.  Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>[...] L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>[...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées.</p>
<p><b>Constats : C11</b> - L'exploitant ne fait pas procéder annuellement à une vérification visuelle de son installation de protection contre la foudre.</p> <p><b>C12</b> - L'installation de protection contre la foudre de l'exploitant est affectée par des défauts. En outre, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il a réalisé les travaux préconisés par son étude technique du risque foudre du 11/02/2021.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant présente l'étude technique du risque foudre réalisée le 11/02/2021 par un organisme certifié. Il n'est pas en mesure de démontrer que les travaux préconisés par cette dernière (installation de parafoudres, mise en place d'un compteur d'impact) ont été réalisés.</p> <p>L'exploitant présente le dernier rapport de vérification complète de son installation de protection contre la foudre daté du 06/03/2023 et réalisé par un organisme certifié : des défauts ont été relevés, il déclare qu'il prévoit d'élaborer un plan d'action pour y remédier.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'a pas fait procéder à une vérification visuelle de cette installation en 2022. L'inspection des installations classées lui rappelle que cette vérification doit être réalisée annuellement par un organisme compétent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 20 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Visite des locaux suivants du bâtiment G2 : atelier mécanique, laboratoire minéralurgie, atelier hydrométallurgie, halle : présence de détecteurs de fumées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 21 : Ressource en eau d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - 2 poteaux incendie privés situés a proximité du site mettant à disposition un débit cumulé de 120 m³/h. [...]
<b>Constats :</b> <b>C13</b> - Les deux poteaux incendie du site délivrent un débit simultané inférieur à 120 m³/h (moins de 10 m³/h).
<b>Observations :</b> Examen du dernier rapport de contrôle des deux poteaux incendie du site (réalisé en 2019) : - débit du poteau incendie n° 1 : 57 m³/h ; - débit du poteau incendie n° 2 : 27 m³/h ; - débit simultané des poteaux incendie n° 1 et n° 2 : < 10 m³/h.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 22 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. [...]</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> <b>C14</b> - L'exploitant ne fait pas procéder à une vérification annuelle de ses poteaux incendie. En outre il n'est pas en mesure de justifier qu'il fait procéder à une vérification semestrielle de la totalité de son installation de détection d'incendie.</p> <p><b>C15</b> - Certains extincteurs affectés à l'installation sont défectueux.</p>
<p><b>Observations :</b> Examen des derniers rapports de vérification des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les 70 extincteurs de l'établissement ont été vérifiés le 12/08/2022, 15 défauts sont signalés, l'exploitant présente le devis relatif aux travaux visant à corriger les défauts relevés. Toutefois, ce dernier n'est pas validé et les travaux n'ont pas été réalisés ;</li> <li>- le dispositif de désenfumage de l'établissement a été vérifié le 26/08/2022, l'exploitant présente également la facture datée du 30/11/2022 relative aux travaux de correction des défauts relevés ;</li> <li>- la dernière vérification des poteaux incendie du site a été réalisée en 2019 (cf. point de contrôle précédent) ;</li> <li>- le dispositif de détection d'incendie du local R10 a été vérifié en novembre 2022, l'attestation Q7 correspondante a été établie le 18/11/2022, pas d'observation en ce qui concerne ce local. Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il a fait procéder au contrôle des dispositifs de détection d'incendie des autres locaux.</li> </ul> <p>Visite de l'installation : par sondage, présence d'extincteurs signalés et facilement accessibles dans les locaux suivants du bâtiment G2 : atelier mécanique, laboratoire minéralurgie, atelier hydrométallurgie, halle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 23 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification de ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats : C16</b> - L'installation électrique de l'exploitant est affectée par des défauts non résorbés.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente les derniers rapports de vérification de ses installations électriques concernant les bâtiments G2 et G3, respectivement datés du 17/03/2023 et du 09/03/2023 et réalisés par un organisme accrédité COFRAC : <ul style="list-style-type: none"><li>- les attestations Q18 accompagnant ces rapports indiquent que ces installations ne sont pas susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion ;</li><li>- 8 défauts ont été relevés en ce qui concerne le bâtiment G2 (6 observations documentaires, une prise de courant non fixée et un différentiel défaillant) ;</li><li>- 2 défauts ont été relevés en ce qui concerne le bâtiment G3 (un pouvoir de coupure insuffisant et un éclairage par douille).</li></ul> <p>L'exploitant déclare qu'il est en train de définir un plan d'action visant à résorber les défauts affectant ses installations électriques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet